

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Evreux

Évreux, le 28/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BRANGEON RECYCLAGE CENTRE OUEST

2 Allée Baco
44000 Nantes

Références : 27 / 2025 - 318
Code AIOT : 0005802102

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement BRANGEON RECYCLAGE CENTRE OUEST implanté 620 Chemin du Catellier 27340 Criquebeuf-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 02/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport a été réalisée dans le cadre de la journée de contrôle interservices de la mission interservices de l'eau et de la nature (MISEN) de l'Eure. Le site de l'installation a fait l'objet de travaux importants de remise en conformité suite au changement d'exploitant opéré en avril 2023.

La visite d'inspection avait donc vocation à vérifier le respect des prescriptions applicables suite à ces travaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANGEON RECYCLAGE CENTRE OUEST
- 620 Chemin du Catellier 27340 Criquebeuf-sur-Seine
- Code AIOT : 0005802102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Activité de compostage de déchets verts et de traitement de déchets de bois

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté l'exploitation d'une activité de transit de déchets « divers », non prévue par l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2018. L'exploitant a informé par courriel de cette activité à la place de celle liée à l'activité de transit de déchets de bois, tout en respectant le volume maximal autorisé (990 m³ au titre de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées).

Il a informé l'inspection des installations classées qu'un porter à connaissance serait prochainement transmis afin de régulariser les activités exercées au sein de l'installation, et a déjà transmis le plan de l'installation à jour.

Par ailleurs, il a été observé en limite de propriété la présence de plusieurs espèces végétales invasives (buddleia, renouée du Japon). L'exploitant vient de nommer sur ce sujet de la biodiversité un poste de coordinatrice de la mission biodiversité, dont l'une des missions est notamment d'assurer la maîtrise de la dispersion de ces espèces en lien avec l'activité de compostage.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Incendie	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 7.6.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 7.6.5.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Aires de traitement du bois et des déchets de bois	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 8.1.2	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention de la pollution des sols	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 2.3.1	Sans objet
2	Envol de poussières	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 2.4.1	Sans objet
3	Registre des déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 5.2.2	Sans objet
4	Sortie du statut de déchet	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 5.2.4	Sans objet
8	Aires de traitement du bois et des déchets de bois	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 8.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a effectué d'importants travaux suite à la reprise de l'exploitation de l'installation en 2023, qui lui ont permis de maîtriser de nouveau les flux de déchets. Néanmoins, l'accès aux équipements de lutte contre l'incendie doit être revu afin de disposer en toute circonstance des moyens prévus par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} mars 2018. Cette impossibilité d'accès empêche notamment les essais et entretiens périodiques de la vanne de sectionnement et du séparateur d'hydrocarbures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Réserves de produits
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits où matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants... L'exploitant doit disposer de produits absorbants à proximité des postes de distribution de fioul.
Constats : Au jour de la visite, des kits antipollution étaient entreposés dans le conteneur abritant les cuves de gazole non routier (GNR), et les différents produits. Ces cuves, dont la fiche techniques ont été présentées à l'Inspection des installations classées,

sont de type « double peau », et le conteneur est entièrement placé sur rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Envol de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Envol de poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de la visite, l'Inspection des installations classées a constaté la présence de poussières au sol autour des andains de compostage.</p> <p>Aucun dispositif d'arrosage ou de lavage n'a été constaté.</p> <p>Une voirie d'une longueur de 200 mètres avant la sortie du site de l'installation permet de ne pas disperser de poussières sur la voie publique (aucune trace à l'extérieur n'a été constatée le jour de la visite).</p> <p>Une haie périphérique en limite Nord et Est permet de prévenir l'envol des poussières à l'extérieur du site dans l'axe des vents dominants.</p> <p>Une motopompe est toutefois stockée dans le conteneur de stockage de matériel, permettant l'arrosage des andains le cas échéant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 5.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établi et tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date de réception du déchet ; • la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; • la quantité du déchet entrant ; • le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ; • le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du code de l'environnement ; • le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;

- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive susvisée.

Constats :

Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le registre d'admission des déchets.

Celui-ci comportait les rubriques suivantes :

- date de réception du déchet ;
- nature du déchet ;
- quantité ;
- nom et adresse de l'installation expéditrice ;
- adresse du chantier d'origine ;
- nom et adresse du transporteur ;
- code de traitement.

Le registre prévoit bien de pouvoir renseigner le numéro de BSD, mais cette rubrique n'est pas renseignée.

En parallèle, l'exploitant tient un fichier de suivi qui recense les différents lots de déchets constituant chaque andain.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Sortie du statut de déchet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 5.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Registre des substances ayant cessé d'être des déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant établi et tient à jour un registre chronologique des substances ou objets ayant cessé d'être des déchets.

Ce registre contient au moins, pour chaque flux de substances ou objets ayant cessé d'être des déchets, les informations suivantes :

- la date du traitement du déchet ;
- la nature du déchet traité (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet traité ;
- la date d'expédition de ces substances ou objets ;
- le nom et l'adresse de la personne qui a pris possession de ces substances ou objets ayant cessé d'être des déchets ;
- la référence de l'acte administratif ayant fixé les critères de sortie du statut de déchet.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le registre de suivi des sorties en place au sein de l'installation.

Le registre présenté reprend l'ensemble des rubriques prescrites susmentionnées (l'adresse est parfois remplacée par les coordonnées GPS).

<p>Celui-ci est à coupler avec le fichier de suivi des andains de compostage mentionné au point de contrôle précédent, notamment l'onglet « suivi lot commercial » qui reprend les quantités de compost extraites de chaque andain de produit fini et l'expéditeur.</p> <p>Concernant la référence de l'acte administratif, l'exploitant s'engage à respecter les termes de la norme NFU 44-051 mentionnée aux articles 2 et 17 de l'arrêté ministériel du 22/04/08 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 7.6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. Un débit total simultané de 120 m³/heure disponible pendant deux heures doit être assuré.</p> <p>L'exploitant doit disposer sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté d'une réserve d'eau permettant de répondre au besoin en eau : un volume de 240 m³ doit être maintenu en permanence. Ce volume pourra être contenu dans une réserve à ciel ouvert dont les caractéristiques techniques devront respecter les dispositions issues de l'annexe 2.5 figurant dans le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie de l'Eure. La signalisation de ce point d'eau incendie doit être matérialisée dès l'entrée du site. Cette réserve d'eau (eau propre) est distincte du dispositif de traitement des eaux pluviales et des jus de compostage (contient des polluants organiques susceptibles d'endommager le matériel des secours).</p> <p>L'exploitant doit disposer également d'un dispositif d'aspiration avec crépine (moto-pompe) dans le bassin de collecte des eaux pluviales avec canon fixe d'un débit d'eau chargée de 60 m³/h . Un volume d'eau de 120 m³ minimum doit en permanence être disponible dans le bassin d'eaux pluviales. Le personnel doit être formé à l'utilisation de ce dispositif. En cas de départ de feu, l'exploitant doit mettre en oeuvre ce dispositif rapidement.</p> <p>L'exploitant dispose également d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles.</p> <p>En cas de condition météorologique défavorable susceptible de générer un incendie par auto-échauffement de déchets entreposés, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer une maîtrise du phénomène : prise de température plus fréquentes, arrosage, séparation des tas.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de la visite, l'Inspection des installations classées a constaté la présence de la réserve souple incendie d'une capacité de 240 m³, qui a été enregistrée dans la base de données du SDIS 27 le 18 juillet 2023 sous le numéro 27188-00051.</p> <p>En revanche, il n'a pas été constaté la présence de canon fixe.</p> <p>Un poteau incendie est disposé à proximité des bassins de récupération des eaux de pluie mais n'était pas accessible le jour de la visite. En effet, par retour d'expérience suite à un accident survenu sur un autre site du groupe (chute d'une personne dans un bassin), les bassins de réception des eaux pluviales ont été grillagés afin de limiter leur accès.</p> <p>En revanche, les bassins disposaient bien d'un volume minimum de 120 m³.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant devra s'assurer que le poteau incendie situé à proximité des bassins de récupération des eaux pluviales est accessible en permanence, en plus de mettre en place la canon fixe précité. Il devra également mettre en place l'affichage permettant de repérer la réserve souple en toute circonstance (panneau réfléchissant par exemple).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 7.6.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés au bassin de rétention de 600 m³ qui se déverse dans le bassin de 400 m³. Un volume de 520 m³ doit être maintenu libre en permanence afin de permettre le confinement des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie.</p> <p>Une vanne de sectionnement en amont des bassins d'infiltration doit permettre de confiner les eaux d'extinction sur le site afin d'éviter l'évacuation de substances polluantes ou dangereuses dans le bassin d'infiltration. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, le volume de 520 m³ n'était pas disponible, les 2 bassins de 600 et 400 m³ étant complètement rempli.</p> <p>De plus, la vanne de confinement n'était pas accessible, car incluse dans le périmètre grillagé mis en place par l'exploitant dans le cadre du retour d'expérience post accidentel cité au point de contrôle précédent, et n'a donc pas pu être testée. L'exploitant a par ailleurs indiqué que cette vanne n'était pas physiquement repérée.</p> <p>Il est à noter que du fait de la mise en place de ce périmètre grillagé, le séparateur d'hydrocarbures placé entre les bassins de récupération des eaux pluviales et le bassin d'infiltration n'est pas accessible non plus.</p> <p>A ce titre, les derniers résultats d'analyses effectués montrent des dépassements importants des valeurs limites d'émission (VLE) prescrites par l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2018, sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pH : 9,1 (VLE=8,5) ; • matières en suspension : 200 mg/L (VLE =35= ; • demande chimique en oxygène : 370 mgO₂/L (VLE=135) ; • hydrocarbures : 6 mg/L (VLE =5).

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra évacuer le surplus d'eau contenu dans les bassins de récupération des eaux pluviales vers la filière adaptée afin de retrouver le volume disponible de 520 m³ permettant de contenir les eaux d'extinction d'un éventuel incendie.</p> <p>Il devra également rendre accessible la vanne de confinement des eaux, ainsi que le séparateur d'hydrocarbures afin de pouvoir procéder aux essais et entretiens périodiques réglementaires.</p> <p>Il devra également faire entretenir son séparateur hydrocarbures et transmettre la preuve de cet entretien à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Aires de traitement du bois et des déchets de bois

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 8.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Distances d'isolement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une distance d'isolement de 3 m doit être maintenue entre chaque stockage et avec les limites de propriété.</p> <p>Le stockage de grumes est éloigné de 7 m des limites de propriété.</p> <p>La zone rubrique 2714 comporte 5 îlots de 1 000 m³ chacun au maximum.</p> <p>Conformément aux hypothèses retenues pour les modélisations de l'étude des dangers, les stockages respectent les dimensions maximales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • stockage de grumes ONF : la surface est de 30 m * 25m ; • stockage des plaquettes ONF : la surface est de 30m*23m ; • stockage d'un îlot de la zone rubrique 2714 : la surface est de 15m*14m ; • stockage en-cours 1532 (comprenant 3 îlots) : la surface est de 50 m * 12 m ; • stockage des produits finis 1532 : la surface est de 33 m * 15m. <p>La hauteur maximale des stockages est de 5 m pour les stockages sous réserve que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et de risque d'effondrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection des installations classées a constaté que la distance de sécurité de 3 mètres était respectée entre chaque îlot et supérieure à 10 mètres avec les limites de propriété.</p> <p>Le contrôle sur la zone dédiée à la rubrique 2714 comportait effectivement 5 îlots de 1000 m³ chacun, mais deux d'entre eux avaient une hauteur supérieure à 5 mètres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra s'assurer de respecter le dimensionnement des îlots prescrit, notamment en diminuant la hauteur en dessous de 5 mètres sur les 2 îlots concernés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Aires de traitement du bois et des déchets de bois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 8.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement et organisation de la plateforme de compostage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation de compostage comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une aire de réception / tri / contrôle des matières entrantes ; • une aire de stockage des matières entrantes ; • une aire de fermentation aérobie ; • une aire de maturation ; • une aire de stockage des composts avant expédition le cas échéant. <p>Toutes les aires sont imperméables et équipées de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement y ayant transité, les jus et les éventuelles eaux de procédé.</p> <p>Les différents andains de la plate-forme (7 andains d'une surface de 45 m * 10 m) sont séparés les uns des autres par une distance minimale de 3 m (voir plan au titre 12). Une distance d'au moins 3 m sépare les andains des autres stockages présents sur la plate-forme ainsi que des limites de propriété.</p> <p>L'accès aux différentes aires de l'installation est conçu de façon à permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une surface de 1 000 m² est maintenue libre en permanence à proximité des bassins.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de la visite, il a été constaté la présence de 10 andains sur le site de l'installation, mais dont les dimensions étaient inférieures aux dimensions maximales autorisées. Ainsi, la distance de 3 mètres entre chaque andain était respectée, permettant le passage d'une chargeuse et des véhicules de secours le cas échéant.</p> <p>L'exploitant a mis en place un sens de circulation au sein de l'installation afin de maintenir en place une zone dédiée à la réception / tri / contrôle des matières entrantes.</p> <p>Par ailleurs, une zone d'une surface de 1 000 m² était bien laissée libre à proximité des bassins au jour de la visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite